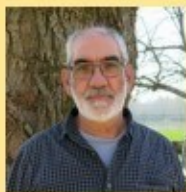


PARTI OUVRIER
INDÉPENDANT DÉMOCRATIQUE

POUR LE SOCIALISME,
LA RÉPUBLIQUE ET LA DÉMOCRATIE
POUR L'INTERNATIONALE
OUVRIÈRE



Alain Duriaux
candidat

LE POiD MÈNE CAMPAGNE POUR CONSTRUIRE LE PARTI

DONT LES TRAVAILLEURS ET LES JEUNES ONT BESOIN.

POUR L'INSTAURATION D'UN GOUVERNEMENT OUVRIER

CAPABLE DE PRENDRE LES MESURES D'URGENCE QU'EXIGE LA SITUATION,

POUR UNE ASSEMBLÉE CONSTITUANTE SOUVERAINE.



Stéphanie Pitaut
suppléante

▣ Pendant la campagne des élections présidentielles, nous avons assisté à de nombreux mouvements sociaux : pour les augmentations de salaires-Gardy par exemple- contre l'autoritarisme des directions -transports Laville, SIRTOM de Chagny-.

Nous avons vu les salariés d'ALLIA et de NORDEON lutter pour défendre leur emploi. Nous avons soutenu les travailleurs hospitaliers en lutte pour défendre le droit aux soins des patients, leurs conditions de travail et l'hôpital public.

**Elections ou pas,
la lutte de classe continue.**

Les travailleurs unis avec leurs organisations syndicales combattent sur le terrain qui est le leur.

Tous subissent les conséquences des politiques des gouvernements successifs : délocalisations, fermetures d'usines, recherche à tout prix de l'abaissement du coût du travail.

Ceci en particulier depuis le traité de Maastricht en 1992, en application de la politique de l'Union Européenne, de la commission européenne, de la banque centrale européenne.

▣ Pendant la campagne des présidentielles, nous avons appris que la direction de La Poste étudiait un plan de fermeture de nouveaux bureaux. Elle prévoit 3000 fermetures sur les 7000 restants.

Le gouvernement Macron veut poursuivre et aggraver cette politique.

Il a tenu à réaffirmer qu'il allait immédiatement achever la destruction du **code du travail** par ordonnances et s'attaquer à la **Sécurité Sociale**. Son programme précise qu'il veut supprimer les cotisations de l'assurance maladie qu'il financera par une hausse de la CSG. Rappelons que les cotisations sociales ne sont que du salaire différé, une part

de salaire encaissée par la Sécurité Sociale afin d'assurer la protection solidaire contre les aléas de la vie. Il s'agit donc de liquider le principe de la Sécurité Sociale de 1945, de menacer le droit au remboursement et d'ouvrir grand la voie aux assurances privées comme aux Etats Unis.

La section AES du pôle universitaire du Creusot a pu être préservée grâce à la résistance de la population, des élus et des syndicats d'enseignants.

Les communes ont voté leurs budgets. Ainsi, le conseil municipal d'une commune de Saône et Loire a-t-il décidé d'augmenter les impôts locaux de 25% pour 2018 ! Cette décision fait suite à une augmentation de 75% de la part de l'intercommunalité, à une augmentation de 30% du prix de l'eau...

A nouveau, on le constate, il s'agit dans le cadre antidémocratique de la **V^{ème} République** d'appliquer les exigences de l'Union Européenne : lutte contre les déficits publics, remboursement des intérêts de la dette, loi NOTRe de destruction des communes. Ces choix se traduisent par des baisses de pouvoir d'achat, la désertification des campagnes et la destruction des services publics.

Repères : en 2016, 60 milliards d'évasion fiscale, 20 milliards de cadeaux au patronat, 27 milliards d'exonérations de cotisations sociales patronales, 44 milliards d'intérêts de la « dette », 55 milliards de dividendes versés aux actionnaires du CAC 40... C'est plus de 200 milliards -plus de la moitié du budget de l'état- que les capitalistes se sont appropriés avec la complicité du gouvernement.

Le POiD est partisan de l'unité la plus large pour bloquer le gouvernement Macron et la politique de l'Union Européenne. C'est par la mobilisation et dans un même mouvement que travailleurs, jeunes, chômeurs, retraités, unis avec leurs organisations imposeront un gouvernement ouvrier et une assemblée constituante au seul service de la population laborieuse.

Contact : POiD71@gmail.com

ou

poidemocratique@orange.fr

Demande de documentation, adhésions... 06 88 40 36 34

Vu, les candidats

Que propose le Parti ouvrier indépendant démocratique ?

» **Au gouvernement Macron, gouvernement capitaliste** qui veut liquider la Sécurité sociale, le Code du travail et la retraite par répartition, nous opposons le combat pour un gouvernement ouvrier, qui, rompant avec la V^e République et l'Union européenne :

- bloquera les licenciements ;
- rétablira la Sécurité sociale de 1945 fondée sur la solidarité ouvrière ;
- renationalisera les entreprises publiques privatisées ;
- rouvrira les services d'hôpitaux, les bureaux de poste et tous les services publics fermés ;
- permettra à tous les jeunes, à tous les travailleurs d'obtenir un vrai travail, un vrai salaire ;
- abrogera les contre-réformes El Khomri, Touraine, NOTRe, etc.

» **À la V^e République, régime antidémocratique** avec son état d'urgence, son 49-3, ses ordonnances, nous opposons la nécessité de convoquer l'Assemblée constituante souveraine de délégués élus, mandatés, révocables qui établira une authentique République démocratique dont le peuple définira lui-même la forme et le contenu.

» **À l'Union européenne, machine à tout détruire** au service des banquiers et des spéculateurs, nous opposons la nécessité d'abroger les traités, de jeter les bases d'une véritable union libre des peuples et des nations libres de toute l'Europe, se débarrassant du fardeau de la dette imposée par la classe capitaliste (qui n'est pas celle des peuples), des directives et des traités.

» **À la volonté du gouvernement Macron d'intégrer les organisations syndicales à ses plans destructeurs, nous opposons la défense de l'indépendance** des organisations syndicales.

» **À la politique de guerre, d'ingérence et d'interventions militaires** – dans le cadre des « coalitions » dirigées par Trump, ou de l'ONU ou de l'OTAN – nous opposons la nécessité du retrait immédiat des troupes françaises de tous les pays où elles interviennent et l'affectation du budget de la guerre aux services publics (c'est pourquoi nous sommes partie prenante, avec des organisations ouvrières de 47 pays, du *Comité ouvrier international contre la guerre et l'exploitation, pour l'Internationale ouvrière-COI*).

» **À la coalition des exploiters, des patrons et des gouvernants à leur service, nous opposons l'urgence de forger le front commun des travailleurs et de leurs organisations** sur la base des revendications ouvrières, unis dans la mobilisation de classe pour faire reculer le gouvernement.

» **À tous les discours sur « le bien commun » et « l'intérêt général », nous opposons la lutte de classe**, car la lutte de classe, c'est la démocratie, le droit imprescriptible pour les exploités, les opprimés de s'organiser par eux-mêmes, avec leurs propres organisations sur leur propre terrain, pour défendre leurs droits et leurs garanties.

» **À tous ceux qui vous disent : il n'y a plus besoin de partis ni de syndicats**, il suffit qu'il y ait des « mouvements » représentant toute la société, nous opposons la nécessité pour les travailleurs de disposer d'outils pour se défendre, d'organisations de classe.

Voilà pourquoi, pour le gouvernement ouvrier, pour la démocratie, pour la République, pour le socialisme, nous sommes engagés dans la construction d'un parti ouvrier.

Rejoignez-nous !

